

5. *Décide également* d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial, un crédit d'un montant brut de 20 millions de dollars (soit un montant net de 19 889 600 dollars), y compris le montant de 4 millions de dollars autorisé avec l'assentiment préalable du Comité consultatif, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la résolution 46/187 de l'Assemblée, en date du 20 décembre 1991, aux fins du renforcement de la Mission d'observation pour la période allant du 1^{er} mai au 31 octobre 1993 inclus;

6. *Décide en outre*, à titre d'arrangement spécial, de répartir le montant brut de 20 millions de dollars (soit un montant net de 19 889 600 dollars) pour la période susmentionnée entre les Etats Membres, conformément à la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1^{er} mars 1989, telle qu'elle a été modifiée par ses résolutions 44/192 B du 21 décembre 1989, 45/260 du 3 mai 1991, 46/197 du 20 décembre 1991 et 47/218 A du 23 décembre 1992, et compte tenu du barème des quotes-parts établi par sa résolution 46/221 A du 20 décembre 1991 et sa décision 47/456 du 23 décembre 1992;

7. *Décide que*, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges réparties entre les Etats Membres, en application du paragraphe 6 ci-dessus, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts au titre des recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la Mission d'observation pour la période allant du 1^{er} mai au 31 octobre 1993, soit 110 400 dollars;

8. *Décide également* qu'il sera déduit des charges réparties entre les Etats Membres, en application du paragraphe 6 ci-dessus, leurs parts respectives du solde inutilisé pour la période allant du 9 avril 1991 au 31 octobre 1993, qui représente un montant brut de 11 304 367 dollars (soit un montant net de 10 311 740 dollars);

9. *Autorise* le Secrétaire général à engager mensuellement des dépenses aux fins des opérations de la Mission d'observation jusqu'à concurrence d'un montant brut de 6 250 825 dollars (soit un montant net de 6 064 700 dollars) pour la période allant du 1^{er} novembre 1993 au 28 février 1994, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Mission au-delà du 31 octobre 1993, sous réserve de l'assentiment préalable du Comité consultatif pour ce qui est des dépenses effectives à engager au-delà du 31 octobre 1993, ledit montant devant être réparti entre les Etats Membres suivant la formule énoncée dans la présente résolution;

10. *Prie* à cet égard le Secrétaire général de lui soumettre, le 8 février 1994 au plus tard, des propositions budgétaires, y compris, au cas où le Conseil de sécurité aurait décidé de proroger le mandat de la Mission d'observation au-delà du 31 octobre 1993, des prévisions révisées pour la période considérée, ainsi que des propositions budgétaires pour la période de six mois suivante;

11. *Décide* de déterminer les contributions d'Andorre, de l'Erythrée, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de Monaco, de la République tchèque et de la Slovaquie à la Mission d'observation sur la base des quotes-parts qu'elle fixera pour ces Etats Membres à sa quarante-huitième session;

12. *Invite* les nouveaux Etats Membres énumérés au paragraphe 11 ci-dessus à verser des avances sur leurs contributions futures;

13. *Demande* que soient fournies pour la Mission d'observation des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services et de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seraient gérées, compte tenu des circonstances, selon la procédure qu'elle a arrêtée par ses résolutions 43/230 du 21 décembre 1988, 44/192 A du 21 décembre 1989 et 45/258 du 3 mai 1991.

110^e séance plénière
14 septembre 1993

ANNEXE

Arrangements spéciaux concernant l'application de l'article IV du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies

1. A l'expiration de la période de douze mois prévue à l'article 4.3 du règlement financier, tout engagement non liquidé de l'exercice considéré concernant des marchandises livrées et des services fournis par des gouvernements, pour lesquels une demande de remboursement a été présentée ou un taux de remboursement a été établi, sera comptabilisé comme somme à payer, cette somme à payer demeurant comptabilisée comme telle au Compte spécial jusqu'à ce que le paiement ait été effectué;

2. a) Tous autres engagements non liquidés de l'exercice en question, contractés envers des gouvernements, qui concernent des marchandises livrées et des services fournis, ainsi que tous autres engagements contractés envers des gouvernements, qui n'ont pas encore donné lieu à la présentation des demandes de remboursement requises, demeureront valables pour une période supplémentaire de quatre ans suivant la période de douze mois prévue à l'article 4.3 du règlement financier;

b) Les montants correspondant aux demandes de remboursement reçues pendant cette période de quatre ans seront comptabilisés, selon qu'il conviendra, comme prévu au paragraphe 1 de la présente annexe;

c) A l'expiration de la période supplémentaire de quatre ans, tout engagement non liquidé sera annulé et le solde de tous crédits conservés à cette fin sera annulé.

47/209. Financement de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge

B⁹

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge¹⁰ et le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹¹,

Ayant à l'esprit les résolutions du Conseil de sécurité 717 (1991) du 16 octobre 1991, 718 (1991) du 31 octobre 1991, 728 (1992) du 8 janvier 1992, 745 (1992) du 28 février 1992, 766 (1992) du 21 juillet 1992, 783 (1992) du 13 octobre 1992, 792 (1992) du 30 novembre 1992, 810 (1993) du 8 mars 1993, 826 (1993) du 20 mai 1993, 835 (1993) du 2 juin 1993 et 840 (1993) du 15 juin 1993,

Réaffirmant que les dépenses relatives à la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge et à l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les Etats Membres, conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant sa décision antérieure concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Mission préparatoire et l'Autorité provisoire, une méthode

différente de celle qui est utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'opérations de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Notant avec satisfaction que certains gouvernements ont versé des contributions volontaires pour la Mission préparatoire et l'Autorité provisoire,

Consciente qu'il est indispensable de doter l'Autorité provisoire des ressources financières nécessaires pour lui permettre de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions applicables du Conseil de sécurité,

Préoccupée par la situation financière de l'Autorité provisoire résultant du retard dans le versement des contributions par les Etats Membres, notamment par ceux redevables d'arriérés,

Profondément préoccupée par les incidences préjudiciables qu'a la détérioration de la situation financière sur l'état des remboursements aux gouvernements qui fournissent des contingents, ce qui alourdit la charge qu'ils supportent,

Notant que le montant indiqué à la section IV du rapport du Secrétaire général a été ramené à 13 millions de dollars des Etats-Unis,

1. *Souscrit* aux observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport¹¹;

2. *Prie instamment* tous les Etats Membres de s'attacher à verser en totalité et sans retard leurs contributions dues au titre de la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge et de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge;

3. *Prie* le Secrétaire général d'examiner toutes les possibilités d'assurer le remboursement rapide des gouvernements qui fournissent des contingents;

4. *Décide*, à ce stade, d'ouvrir, conformément à la recommandation formulée au paragraphe 14 du rapport du Comité consultatif, un crédit d'un montant net de 85 millions de dollars des Etats-Unis pour couvrir les dépenses supplémentaires de l'Autorité provisoire au cours de la période allant du 1^{er} mai au 31 juillet 1993, ainsi que pour financer la poursuite des opérations de l'Autorité provisoire du 1^{er} août 1993 à la fin de son mandat, conformément à la résolution 860 (1993) du Conseil de sécurité, en date du 27 août 1993, en sus du crédit d'un montant total brut de 1 397 191 600 dollars (soit un montant net de 1 376 845 400 dollars) déjà ouvert pour la Mission préparatoire et l'Autorité provisoire, y compris le montant de 236 millions de dollars autorisé et réparti avec l'assentiment préalable du Comité consultatif, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de la résolution 47/209 A de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1992, pour la période allant du 1^{er} mai au 31 juillet 1993;

5. *Décide également*, à titre d'arrangement spécial, de répartir le montant net de 85 millions de dollars pour la période allant du 1^{er} mai 1993 à la fin du mandat de l'Autorité provisoire, conformément à la résolution 860 (1993) du Conseil de sécurité, entre les Etats Membres, conformément à la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de la résolution 43/232 de l'Assemblée générale, en date du 1^{er} mars 1989, telle qu'elle a été modifiée par les résolutions de l'Assemblée 44/192 B du 21 décembre 1989, 45/269 du 27 août 1991, 46/198 A du 20 décembre 1991 et 47/218 A du 23 décembre 1992, et compte tenu du barème des quotes-parts établi par la résolution 46/221 A de l'Assemblée, en date du 20 décembre 1991, et la décision 47/456 de l'Assemblée, en date du 23 décembre 1992;

6. *Décide en outre* de déterminer les contributions d'Andorre, de l'Erythrée, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de Monaco, de la République tchèque et de la Slovaquie à l'Autorité provisoire sur la base des quotes-parts qu'elle fixera pour ces Etats Membres à sa quarante-huitième session au plus tard;

7. *Invite* les nouveaux Etats Membres énumérés au paragraphe 6 ci-dessus à verser des avances sur leurs contributions futures;

8. *Demande* que soient fournies pour l'Autorité provisoire des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services et de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seraient gérées, compte tenu des circonstances, selon la procédure qu'elle a arrêtée par ses résolutions 43/230 du 21 décembre 1988, 44/192 A du 21 décembre 1989 et 45/258 du 3 mai 1991;

9. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa quarante-huitième session, un rapport détaillé et actuel sur l'exécution du budget de la Mission préparatoire et de l'Autorité provisoire pour la période allant du 1^{er} novembre 1993 à la fin du mandat de l'Autorité provisoire, conformément à la résolution 860 (1993) du Conseil de sécurité;

10. *Décide* que les biens de l'Autorité provisoire seront écoulés en appliquant le principe selon lequel le matériel de l'Autorité provisoire devrait être transféré à d'autres missions dans tous les cas où il sera possible et rentable de le faire, approuve à cet égard la recommandation du Comité consultatif concernant l'écoulement du matériel¹² et prie le Secrétaire général de procéder à l'écoulement sur cette base;

11. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter sans tarder, lors de sa quarante-huitième session, un rapport contenant des explications détaillées sur les biens dont il aura été fait don au Gouvernement cambodgien, ainsi que des propositions concernant le don de ceux qui subsisteraient et ne pourraient pas être transférés à d'autres missions;

12. *Décide*, en ce qui concerne la section IV du rapport du Secrétaire général¹⁰, que le Secrétaire général peut, à titre exceptionnel et temporaire, puiser dans les réserves existantes un montant égal à celui des contributions annoncées et que le remboursement de toute réserve ainsi utilisée sera le premier débit imputé sur les contributions volontaires encaissées, et prie le Secrétaire général de lui rendre compte, lors de sa quarante-huitième session, par l'intermédiaire du Comité consultatif, de la situation financière de l'Administration conjointe intérimaire visée à la section IV de son rapport, ainsi que de formuler des propositions à ce sujet;

13. *Invite* les Etats Membres et les autres Etats qui sont en mesure de le faire à répondre favorablement à l'appel du Secrétaire général demandant des contributions volontaires pour venir en aide financièrement à l'Administration conjointe intérimaire du Cambodge;

14. *Prie* le Secrétaire général de soumettre des prévisions de dépenses révisées concernant la liquidation de l'Autorité provisoire, qui devait commencer le 1^{er} septembre 1993;

15. *Autorise* le Secrétaire général à engager, sous réserve de l'assentiment préalable du Comité consultatif, des dépenses jusqu'à concurrence de 100 millions de dollars pour faire face aux charges que la liquidation de l'Autorité provisoire entraînera initialement du 1^{er} septembre au 31 décembre 1993, ce montant devant être réparti entre les Etats Membres suivant la formule énoncée dans la présente résolution;

16. *Prie* le Comité consultatif de lui rendre compte, lors de sa quarante-huitième session, de la suite qui aura été donnée au paragraphe 15 ci-dessus;

17. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que l'Autorité provisoire soit gérée avec le maximum d'efficacité et d'économie.

110^e séance plénière
14 septembre 1993

47/210. Financement de la Force de protection des Nations Unies

B¹³

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Force de protection des Nations Unies¹⁴ et le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹⁵,

Ayant à l'esprit les résolutions 727 (1992) et 740 (1992) du Conseil de sécurité, en date des 8 janvier et 7 février 1992, par lesquelles le Conseil a approuvé l'envoi d'un groupe d'officiers de liaison en Yougoslavie pour promouvoir le maintien du cessez-le-feu,

Ayant également à l'esprit la résolution 743 (1992) du Conseil de sécurité, en date du 21 février 1992, par laquelle le Conseil a établi la Force de protection des Nations Unies, et les résolutions adoptées par la suite, par lesquelles il a prorogé le mandat de la Force, dont la plus récente est la résolution 847 (1993) du 30 juin 1993,

Rappelant ses résolutions 46/233 du 19 mars et 47/210 A du 22 décembre 1992 sur le financement de la Force,

Réaffirmant que les dépenses relatives à la Force sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les Etats Membres, conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant sa décision antérieure concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Force, une méthode différente de celle qui est utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu

développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Notant avec satisfaction que certains gouvernements ont fourni des contributions volontaires pour la Force,

Consciente qu'il est indispensable de doter la Force des ressources financières nécessaires pour lui permettre de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions applicables du Conseil de sécurité,

Préoccupée par la détérioration de la situation financière de la Force résultant du retard dans le versement des contributions par les Etats Membres, notamment par ceux redevables d'arriérés,

Préoccupée également par les retards intervenus dans la présentation des prévisions de dépenses, soumises bien après le début de la période de financement de la Force, lesquels ont contribué à aggraver la situation financière,

Profondément préoccupée par les incidences préjudiciables qu'a la détérioration de la situation financière sur l'état des remboursements aux gouvernements qui fournissent des contingents à la Force, ce qui alourdit la charge qu'ils supportent, compromettant ainsi la relève de ces contingents et, partant, le succès de l'opération,

1. *Souscrit* aux observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport¹⁵, sous réserve des dispositions de la présente résolution, et approuve, à titre exceptionnel, les arrangements spéciaux énoncés dans l'annexe à la présente résolution en ce qui concerne l'application de l'article IV du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies dans le cas de la Force de protection des Nations Unies, en vertu desquels les crédits requis pour régler les sommes dues aux gouvernements qui fournissent des contingents ou un appui logistique à la Force seront maintenus au-delà de la période visée aux articles 4.3 et 4.4 du règlement financier;

2. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, dans le rapport qu'il lui présentera lors de sa quarante-huitième session en application du paragraphe 11 ci-après, des mesures qui auront été prises pour donner suite aux recommandations formulées par le Comité consultatif dans son rapport¹⁵ et, en particulier, à celle formulée au paragraphe 18 du rapport dudit Comité sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies¹⁶;

3. *Prie également* le Secrétaire général de faire le nécessaire pour que la Force soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie, d'en améliorer la gestion et de lui rendre compte, dans le rapport mentionné au paragraphe 2 ci-dessus, des mesures qui auront été prises à cet effet;

4. *Prie instamment* tous les Etats Membres de faire tout leur possible pour verser en totalité et sans retard leurs contributions dues au titre de la Force;

5. *Prie* le Secrétaire général d'examiner toutes les possibilités d'assurer le remboursement rapide des gouvernements qui fournissent des contingents;